



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières-
Marché national de fourniture de
désinfection, d'entretien et
matériels mis à disposition.

Appel d'offres ouvert n° 2025018

Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes	4
Article 1.1	Identification du pouvoir adjudicateur	4
Article 1.2	Identification de l'opérateur économique.....	5
Article 2	Objet et caractéristiques de l'accord-cadre	5
Article 2.1.	Objet de l'accord-cadre.....	5
Article 2.2.	Nomenclature des prestations - Classification CPV.....	5
Article 2.3.	Généralités.....	6
Article 2.4.	Allotissement	6
Article 2.5.	Lieux d'exécution	7
Article 2.6.	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre	7
Article 2.7.	Durée et date de début de l'accord-cadre	7
Article 2.8.	Montant de l'accord-cadre	7
Article 2.9.	Financement de l'accord-cadre.....	8
Article 2.10.	Modifications de l'accord-cadre	8
Article 3	Pièces contractuelles du marché public.....	9
Article 4	Obligations du titulaire.....	10
Article 4.1.	Obligation de résultat	10
Article 4.2.	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service	10
Article 4.3.	Transport et distribution	11
Article 4.4.	Assurance.....	11
Article 5	Confidentialité, propriété intellectuelle et garantie du titulaire	11
Article 5.1.	Dispositions générales	11
Article 5.2.	Responsabilité exclusive du titulaire	12
Article 5.3.	Protection du savoir-faire et des informations du pouvoir adjudicateur	12
Article 5.4.	Sanctions.....	13
Article 6	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison.....	13
Article 6.1.	Bon de commande	13
Article 6.2.	Bon de livraison.....	13
Article 6.3.	Documents à fournir	14
Article 7	Description des prestations	14
Article 7.1.	Modalités de livraison	14
Article 7.2.	Formations et audits conseils.....	14
Article 7.2.1	Formations à l'utilisation des produits référencés au marché.....	14
Article 7.2.2	Audits-conseils d'accompagnement	15
Article 7.2.3	Entretien	16

Article 7.3.	Rédaction des Plans de Nettoyage et Désinfection (PND)	16
Article 7.4.	Matériels mis à disposition	16
Article 7.5.	Garanties	17
Article 8	Spécificités techniques	17
Article 8.1.	Normes et spécifications techniques à respecter	17
Article 8.1.1	Spécifications techniques	17
Article 8.1.2	Dispositions générales applicables à tous les produits	19
Article 7.1.3	Dispositions spécifiques aux détergents	19
Article 7.1.4	Dispositions spécifiques aux désinfectants ou biocides	20
Article 7.1.5	Dispositions spécifiques aux nettoyeurs universels et nettoyeurs pour sanitaires	21
Article 7.1.6	Dispositions spécifiques aux aérosols	21
Article 7.1.7	Dispositions spécifiques à l'eau de javel	21
Article 8.2.	Emballages et conditionnements	21
Article 8.3.	Étiquetage	22
Article 8.4.	Engagement sur les marques et produits	22
Article 8.5.	Evolutions et mises en conformité	23
Article 8.6.	Fiches techniques et fiches de données sécurités	23
Article 8.7.	Durabilité des produits	25
Article 8.8.	Modalités de désinstallation et de reprise des matériels à la fin d'exécution du marché	25
Article 9	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales	25
Article 9.1.	Suivi de l'accord-cadre	25
Article 9.2.	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent	26
Article 9.3.	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats	26
Article 9.4.	Encadrement des relations commerciales	27
Article 9.5.	Portée des clauses du présent CCP	27
Article 10	Prix de l'accord-cadre	27
Article 10.1.	Référence et consistance des prix	27
Article 10.2.	TVA	28
Article 10.3.	Forme des prix	28
Article 10.4.	Clause de remise sur les prix publics	29
Article 10.5.	Promotions et nouveaux produits	30
Article 10.6.	La particularité de la théorie des circonstances imprévues	30
Article 10.7.	Clause de sauvegarde	31
Article 10.8.	Clause butoir	31
Article 10.9.	Date de formation des prix et facturation	31
Article 11	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires	32

Article 11.1.	Facturation électronique obligatoire	32
Article 11.2.	Délais de règlement	33
Article 11.3.	Intérêts moratoires.....	34
Article 11.4.	Défaut de paiement.....	34
Article 11.5.	Avances.....	35
Article 11.6.	Acomptes.....	35
Article 11.7.	Cession ou nantissement de créance	35
Article 12	Les pénalités, ajournement et rejet	36
Article 13	Principes et motifs de résiliation	36
Article 13.1.	Motifs de résiliation	36
Article 13.2.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	36
Article 13.3.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	37
Article 14	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige	37
Article 15	Dérogations au CCAG-FCS	38

Article 1 Identification des parties contractantes

Le présent accord-cadre est conclu entre les parties définies ci-après.

Article 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETTELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orléans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,
- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,
- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,
- ❖ Le Crous Strasbourg,
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,

- ❖ Le Crous Versailles,
- ❖ HEC,
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL,
- ❖ CESFO,
- ❖ CCIP,
- ❖ INSPE.

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Article 1.2 Identification de l'opérateur économique

L'opérateur économique attributaire est ci-après désigné par le « titulaire ».

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, qui se rapportent :

- ❖ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- ❖ A la forme de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- ❖ A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ Au capital social de l'entreprise ou de la société ;
- ❖ A la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- ❖ A la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches ;
- ❖ D'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs ;
- ❖ Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Ces modifications font l'objet soit d'un certificat ordre de service émanant du pouvoir adjudicateur soit d'un avenant signé par les deux parties.

Article 2 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre

Article 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des produits de désinfection, d'entretien et matériels mis à disposition.

Article 2.2. Nomenclature des prestations - Classification CPV

La classification CPV de l'accord-cadre est la suivante :

24455000-8	Désinfectants
24960000-1	Produits chimiques variés
33711900-6	Savon

33741000-6	Produits de soins pour mains
39812100-8	Produits d'entretien des sols
39830000-9	Produits de nettoyage
39831100-7	Dispersants
39831200-8	Détergents
39831240-0	Agents nettoyants
39831250-3	Solutions de rinçage
39832000-3	Produits pour lave-vaisselle
44832100-2	Décapant

Article 2.3. Généralités

L'accord-cadre de fourniture intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison

Les produits et articles concernées par le présent accord-cadre sont indiquées au bordereau de prix unitaires (B.P.U.).

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles indiqués dans le B.P.U.

Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de sa réponse technique.

Les prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent C.C.P.

Article 2.4. Allotissement

Par dérogation aux dispositions des articles L.2113-10, R.2113-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché est conclu sans allotissement.

Cette décision est justifiée par la nature des prestations attendues, qui présentent un caractère homogène et nécessitent une coordination technique et opérationnelle forte, ne permettant pas une séparation en lots distincts sans nuire à l'efficacité de l'exécution du marché.

En effet, un allotissement pourrait compromettre la cohérence, la qualité ou la continuité du service attendu, et entraîner des surcoûts de gestion administrative et de coordination.

Article 2.5. Lieux d'exécution

La liste des sites de résidence et de restauration figure à l'annexe n°1 du C.C.P.

La Centrale d'achats communique aux titulaires les nouveaux points de livraison selon les adhésions reçues par de nouveaux établissements au cours du présent accord-cadre.

Article 2.6. Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

Article 2.7. Durée et date de début de l'accord-cadre

Le marché est passé pour une période de 24 mois, à compter du 6 janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il pourra être reconduit de manière tacite deux fois pour des périodes de 12 mois sans que la durée d'exécution de l'accord-cadre ne dépasse 48 mois, reconductions comprises.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai de 4 mois après la date de fin de l'accord cadre

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

La Centrale d'achats se réserve le droit de reconduire ou de ne pas reconduire le marché. Le marché pourra être dénoncé expressément par le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois avant la date anniversaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Article 2.8. Montant de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum. Le montant maximum annuel de l'accord-cadre est de 6 000 000 € HT.

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de :

Montant estimatif annuel	Part catalogue
2 000 000 euros HT	10%

Article 2.9. Financement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

Article 2.10. Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Modification en cours d'exécution

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Pouvoir de modification unilatérale

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTR11, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Les bordereaux de prix unitaires (B.P.U) ;
 - L'annexe 1 bis : Annexe financière (notation catalogue);
 - L'annexe 2 : Le Cadre de réponse technique (C.R.T.) ;
 - L'annexe 3 : Fiche synthétique ;

- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - L'annexe n°1 : « liste des sites résidences et restauration » ;
 - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
 - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
 - L'annexe n°4 : « manuel utilisation BNA fournisseurs » ;
 - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;
 - L'annexe n°6 : « matériels mis à disposition installés dans les Crous » ;
 - L'annexe n°7 : « prestations de service » ;

- ❖ Les fiches techniques des produits BPU - en format PDF – datant de moins d'un an conformément au CRT. S'il existe une fiche technique industrielle, la joindre en plus de celle du distributeur.
- ❖ Les fiches données de sécurité à jour datant de moins d'un an.
- ❖ Copies intégrales des certifications et labels.
- ❖ Le catalogue en format Excel, avec le prix des tarifs généraux et tarifs remisés avec le pourcentage de remise indiqué ;
- ❖ Les bons de commande ;

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Article 4 Obligations du titulaire

Article 4.1. Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la commande en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;
- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- ❖ A proposer en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du BPU.

Article 4.2. Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Le titulaire s'engage :

- ❖ A assumer, sous leur responsabilité exclusive, dans leurs locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A respecter les délais de déploiements présentés dans l'offre ;
- ❖ A faire en sorte que leurs interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux.

Le titulaire ne peut se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

Article 4.3. Transport et distribution

Le titulaire est tenu de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Article 4.4. Assurance

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité des titulaires s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Article 5 Confidentialité, propriété intellectuelle et garantie du titulaire

Article 5.1. Dispositions générales

Conformément aux articles 25 et 26 du CCAG-FCS, le titulaire garantit que les fournitures, matériels, logiciels, documents, plans, procédés, modèles, ou tout autre élément transmis ou utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché ne portent atteinte à aucun droit de propriété intellectuelle ou industrielle appartenant à un tiers.

Le titulaire déclare disposer de l'ensemble des droits, licences ou autorisations nécessaires à leur utilisation, fabrication et commercialisation. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre tout recours de tiers fondé sur une prétendue violation de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

Les candidats seront en capacité de présenter les mesures internes liées à la confidentialité et la sécurisation des données, en particulier :

- ❖ La localisation géographique des serveurs (pays) d'hébergement des données numériques du marché ;
- ❖ Les modalités d'hébergement : serveurs internes ou hébergés chez un prestataire (préciser son identité et son niveau de certifications) ;
- ❖ Les technologies de chiffrement utilisées pour la sécurisation des données.

Le candidat s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données et à la cyber sécurité.

Article 5.2. Responsabilité exclusive du titulaire

En cas de réclamation, action ou procédure intentée par un tiers en raison d'une atteinte à un droit de propriété intellectuelle résultant de l'exécution du présent marché, le titulaire en assumera seul la responsabilité intégrale.

Le titulaire supportera tous les frais, dommages et intérêts, indemnités et dépens qui pourraient résulter de telles actions, sans que le pouvoir adjudicateur puisse être inquiété ou recherché à ce titre.

Le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toute procédure judiciaire ou amiable et à tenir le pouvoir adjudicateur quitte et indemne de toute conséquence financière, directe ou indirecte, y compris les frais de défense, de conseil, d'expertise ou de suspension d'exploitation.

Article 5.3. Protection du savoir-faire et des informations du pouvoir adjudicateur

Le titulaire reconnaît que les informations, données, études, spécifications techniques, concepts, ou savoir-faire communiqués par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du marché constituent des informations confidentielles et protégées.

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent accord-cadre les amènerait à connaître.

Le titulaire s'interdit, sauf autorisation écrite du pouvoir adjudicateur :

- ❖ D'en faire usage à des fins autres que l'exécution du marché ;
- ❖ De les reproduire ou les communiquer à des tiers ;
- ❖ D'en tirer parti pour développer ou commercialiser des produits similaires ou concurrents.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèse les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait sa responsabilité.

Toute violation de cette obligation constitue une faute grave susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts que le pouvoir adjudicateur serait en droit de réclamer.

Article 5.4. Sanctions

Le non-respect par le titulaire des obligations définies au présent article pourra entraîner, sans préavis, la résiliation du marché à ses torts exclusifs, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS, ainsi que le versement de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi par le pouvoir adjudicateur.

Article 6 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

Article 6.1. Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande. Aucune quantité minimale de commande ne saurait être imposée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., le titulaire bénéficie d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'il estime nécessaires.

Article 6.2. Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;

- ❖ La nature des fournitures livrées ;
- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

Article 6.3. Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 7 Description des prestations

Article 7.1. Modalités de livraison

Les différents points de livraison sont indiqués au sein de l'annexe n° 1 du présent C.C.P

Le titulaire est réputé connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de livrer les articles aux heures décidées par chaque responsable de site.

Le titulaire est tenu de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. Le titulaire supporte seul les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

Article 7.2. Formations et audits conseils

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à assurer un accompagnement technique et pédagogique des utilisateurs finaux, sous forme de formations à l'utilisation des produits et de prestations d'audit-conseil, conformément à l'annexe 7 du CCP.

Article 7.2.1 Formations à l'utilisation des produits référencés au marché

Le titulaire devra garantir la bonne appropriation des produits par les agents utilisateurs, dans un objectif de sécurité, d'efficacité, et de conformité aux normes d'hygiène. À ce titre, il devra mettre en œuvre :

- ❖ Des sessions de formation sur site, obligatoires, à destination de l'ensemble des agents concernés pour chaque point de livraison identifié au démarrage du marché. Ces sessions porteront sur :
 - Les modalités d'utilisation des produits (dosages, précautions, protocoles d'application) ;
 - La sécurité des utilisateurs (risques chimiques, équipements de protection) ;
 - Le respect des bonnes pratiques environnementales (tri, économie d'eau, réduction des déchets).
- ❖ Un support pédagogique numérique, disponible en ligne et en accès libre pendant toute la durée du marché, permettant la formation continue ou complémentaire des agents. Ce support devra inclure :
 - Des contenus interactifs ou vidéos explicatives ;
 - Des fiches produits et protocoles types ;
 - Des modules de sensibilisation à la sécurité et à l'écoconduite.
- ❖ Une évaluation des acquis à l'issue de chaque formation, donnant lieu à un test de validation. Chaque participant recevra une attestation de formation nominative.

Les formations sur site seront réalisées gratuitement, quel que soit le nombre de sessions nécessaires pour couvrir l'ensemble des agents d'un même site. Ces formations devront impérativement être réalisées à compter de la réception du matériel mis à disposition.

Les accès aux contenus numériques seront ouverts dès le démarrage du marché, et resteront illimités et gratuits jusqu'à son terme.

Article 7.2.2 Audits-conseils d'accompagnement

Afin de garantir une amélioration continue de l'utilisation des produits et de la conformité aux exigences techniques et sanitaires du marché, le titulaire devra réaliser une visite d'audit-conseil annuel sur site, dans un délai maximal de douze (12) mois après le démarrage du marché.

Cette mission comprendra :

- ❖ Une évaluation terrain des pratiques d'utilisation des produits, du respect des protocoles, des conditions de stockage, et de l'état des équipements éventuels.
- ❖ La rédaction d'un rapport d'audit, présentant :
 - Un diagnostic des points de conformité ou de dysfonctionnement ;
 - Des préconisations concrètes et opérationnelles sous forme de plan d'actions correctives ;
 - Un suivi des écarts par rapport aux engagements du CRT.

Un audit supplémentaire pourra être effectué par le titulaire à la demande de l'adhérent, mais lui sera facturé, car non compris dans les prestations du présent marché (voir annexe 7 du CCP).

Article 7.2.3 Entretien

Veuillez-vous référer à l'annexe 7 du CCP.

Article 7.3. Rédaction des Plans de Nettoyage et Désinfection (PND)

Conformément aux dispositions réglementaires, chaque lieu d'exécution du marché sera en mesure de rédiger son PND.

Le titulaire aura la capacité de mettre à disposition des adhérents, à titre gratuit et durant toute la durée du marché, un portail numérique pour la création de leurs PND.

Pour chaque zone de travail, le PND permettra de décrire à minima :

- ❖ Le matériel ou le milieu ;
- ❖ Le produit adapté ;
- ❖ La fréquence de nettoyage ;
- ❖ Le mode opératoire ...

Article 7.4. Matériels mis à disposition

Le titulaire est tenu de fournir, d'installer assurer les réglages et la maintenance de l'ensemble des distributeurs des produits dont l'utilisation le nécessite.

A titre d'information, les matériels aujourd'hui installés dans les Crous sont définis dans l'annexe n°6 de ce CCP.

Le délai de déploiement de ces dispositifs, c'est-à-dire les opérations d'installations des distributeurs pour l'ensemble de la liste des lieux d'exécution prévus au marché est estimé à un délai maximum de **6 mois** à compter du début du marché.

Par dérogation à l'article 10.1.4 du C.C.A.G. F.C.S, la maintenance des matériels pouvant être mis à disposition ne donne pas lieu à facturation.

Pour chaque intervention de maintenance, les rapports d'intervention doivent détailler le type de maintenance ou la réparation réalisée. Les rapports sont communiqués au site d'exécution de l'opération.

Tous les éléments nécessaires à l'installation des doseurs sont également à la charge du titulaire. Ces éléments incluent, notamment :

- ❖ Le câblage ;
- ❖ La tuyauterie ;
- ❖ Les bouchons et doseurs de dilution ;
- ❖ Les éléments de fixation ;
- ❖ Les déplacements et la main d'œuvre...

Le titulaire est tenu de fournir, à la Centrale d'achats, la liste détaillée des matériels et accessoires installés. Toute modification fait l'objet d'une information à la Centrale d'achats et est accompagnée de la fourniture d'un descriptif complémentaire ou correctif.

La désinstallation des matériels et équipements est encadrée dans les mêmes conditions que leur installation. Au terme de l'accord cadre, ou en cas de résiliation anticipée, les matériels sont restitués au titulaire concerné.

Article 7.5. Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie contre les vices cachés, c'est-à-dire ceux les affectant préalablement à leur admission, qui ne pouvaient être légitimement connus par l'acheteur et qui les rendent impropres à l'usage auquel l'acheteur les destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne les aurait pas acquises ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

En cas de vices cachés, l'acheteur peut décider d'appliquer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des vices cachés constatés ou d'exiger le remplacement de la prestation ou encore de prononcer la résolution du bon de commande.

Article 8 Spécificités techniques

Article 8.1. Normes et spécifications techniques à respecter

Article 8.1.1 Spécifications techniques

Il appartient au titulaire de vérifier, sous sa seule responsabilité, la conformité des produits fournis, des procédés de transformation et des procédures de livraison au regard de la réglementation en vigueur. Tout changement réglementaire ou normatif intervenant pendant la durée du marché sera immédiatement applicable, sans révision des prix, sauf stipulation contraire expresse dans les documents contractuels.

Le titulaire devra fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, toutes fiches techniques, certificats de conformité, rapports d'essais ou tout autre justificatif relatif à la conformité réglementaire ou normative des produits livrés. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser tout produit ne répondant pas aux exigences fixées par le présent marché.

Les produits destinés aux établissements de restauration, tels que référencés dans le BPU, devront répondre aux exigences des professionnels en matière de détergence et de désinfection en milieu agro-alimentaire.

Les produits spécifiquement désignés au BPU comme destinés à un usage en contact alimentaire ou portant la mention "usage R", devront répondre aux exigences du règlement (CE) n° 1935/2004 relatif aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires, ainsi qu'au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux bonnes pratiques de fabrication.

Les produits virucides pour les mains (gel hydroalcoolique, etc.) ou pour les instruments devront satisfaire, à minima, à la norme NF EN 14476 ou à une norme équivalente reconnue. Les produits à activités bactéricides, fongicides, levuricides, mycobactéricides ou désinfectants devront satisfaire, selon leur usage (surfaces, mains, instruments), aux normes européennes d'efficacité antimicrobienne applicables au secteur de la collectivité.

Les produits devront être compatibles avec la qualité de l'eau constatée sur site, définie selon le titre hydrométrique (TH) comme suit :

- ❖ Eau douce : TH de 0 à 14
- ❖ Eau moyennement dure : TH de 14 à 21
- ❖ Eau dure : TH supérieur à 21

Conformément à l'article 59, paragraphe 10, du règlement (CE) n° 1907/2006 dit REACH, l'utilisation de substances identifiées comme « préoccupantes » ou « extrêmement préoccupantes » (SVHC) est soumise à un processus d'autorisation, dont l'objectif est de garantir que les risques sont maîtrisés et que de telles substances soient progressivement remplacées par des alternatives appropriées techniquement et économiquement viables.

Sont notamment concernées les substances présentant les caractéristiques suivantes :

- ❖ Cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) de catégorie 1A ou 1B selon le règlement (CE) n° 1272/2008 ;
- ❖ Persistantes, bioaccumulables et toxiques (PBT) ou très persistantes et très bioaccumulables (vPvB), au sens de l'annexe XIII du règlement REACH ;
- ❖ Perturbateurs endocriniens reconnus comme tels selon une évaluation scientifique menée par l'ECHA ou la Commission européenne.

Toute préparation contenant une ou plusieurs de ces substances devra être déclarée dans le mémoire technique de l'offre, dans les cas suivants :

- ❖ Concentration ≥ 1 % en poids pour les préparations non gazeuses, ou $\geq 0,2$ % en volume pour les préparations gazeuses ;
- ❖ Contenu d'au moins une substance classée PBT ou vPvB ;
- ❖ Présence d'une substance listée sur la « liste candidate à autorisation » à une concentration $\geq 0,1$ % en poids.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter toute offre contenant de telles substances si leur substitution est techniquement et économiquement envisageable.

Les produits contenant des substances classées comme précurseurs d'explosifs, au sens du règlement (UE) n° 2019/1148, sont strictement interdits et seront automatiquement exclus du marché.

Le titulaire certifie avoir pris connaissance des dispositions réglementaires applicables aux produits objet du marché et s'engage à les respecter en totalité. Les éléments listés ci-après demeurent non exhaustifs et mentionnent les textes principaux en vigueur à la date de publication du marché.

Article 8.1.2 Dispositions générales applicables à tous les produits

- ❖ Règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) relatif à l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et les restrictions des substances chimiques. Ce texte fondateur encadre la fabrication, l'importation et l'utilisation des substances chimiques au sein de l'UE afin d'assurer un haut niveau de protection de la santé humaine et de l'environnement.
- ❖ Règlement (UE) n° 1272/2008 (CLP) relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Il harmonise les critères de danger et les pictogrammes, et garantit une information claire sur les risques chimiques.
- ❖ Règlement (UE) n° 286/2011 modifiant le règlement CLP pour l'adapter au progrès technique et scientifique.
- ❖ Directive 2001/95/CE relative à la sécurité générale des produits, imposant que tout produit mis sur le marché soit sûr dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation.
- ❖ Règlement (UE) 2016/425 relatif aux équipements de protection individuelle, définissant les exigences essentielles de santé et de sécurité applicables aux EPI utilisés par les travailleurs exposés à des risques professionnels.
- ❖ Directive (UE) 2018/852, modifiant la directive 94/62/CE sur les emballages et les déchets d'emballages, renforçant les exigences de recyclabilité, réduction des déchets et responsabilité élargie des producteurs.
- ❖ Règlement (CE) n° 1935/2004 relatif aux matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires, garantissant qu'ils ne présentent pas de danger pour la santé et n'altèrent pas les aliments.
- ❖ Règlement (CE) n° 2023/2006 établissant les règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication des matériaux et objets en contact alimentaire.
- ❖ Arrêté du 8 septembre 1999, modifié par l'arrêté du 19 décembre 2013, relatif aux procédés et produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires, définissant les conditions d'usage et la sécurité des agents nettoyants dans ce contexte.
- ❖ Avis de l'ANSES du 1er juin 2011 (ex-AFSSA), relatif à l'évaluation des risques pour l'homme des constituants des produits de nettoyage en contact alimentaire.
- ❖ Règlement (UE) « zéro déforestation », applicable fin 2025 / début 2026 (traçabilité des matières premières agricoles).

Article 7.1.3 Dispositions spécifiques aux détergents

- ❖ Règlement (CE) n° 648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents. (JOUE du 08-04-2004).
- ❖ Décret n° 2007-491 du 29 mars 2007 relatif à l'interdiction des phosphates dans certains détergents. (JORF du 31-03-2007).
- ❖ Avis du 31 mai 2006 concernant la mise en œuvre du règlement européen n° 648/2004 du 31 mars 2004 relatif aux détergents. (JORF du 31-05-2006).
- ❖ Rectificatif au règlement (CE) n° 648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents. (JOUE du 15-12-2005).

- ❖ Décision (UE) 2017/1214 de la Commission du 23 juin 2017 établissant les critères du label écologique de l'Union européenne pour les détergents pour vaisselle à la main (J.O.U.E. du 12-07-2017).
- ❖ Décision (UE) 2017/1215 de la Commission du 23 juin 2017 établissant les critères du label écologique de l'Union européenne pour les détergents pour lave-vaisselle industriels ou destinés aux collectivités (J.O.U.E. du 12-07-2017).
- ❖ Décret n° 2014-1671 du 30 décembre 2014 relatif à l'utilisation des phosphates et autres composés du phosphore dans les détergents textiles destinés aux consommateurs et les détergents pour lave-vaisselle automatiques destinés aux consommateurs. (J.O.R.F. du 31-12-2014).
- ❖ Décision (UE) 2017/1216 de la Commission du 23 juin 2017 établissant les critères pour l'attribution du label écologique de l'Union européenne aux détergents pour lave-vaisselle. (J.O.U.E. du 12-07-2017).
- ❖ Règlement (UE) n° 259/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 modifiant le règlement (CE) n° 648/2004 en ce qui concerne l'utilisation des phosphates et autres composés du phosphore dans les détergents textiles destinés aux consommateurs et les détergents pour lave-vaisselle automatiques destinés aux consommateurs. (JOUE du 30-03-2012).
- ❖ Décision (UE) 2017/1217 de la Commission du 23 juin 2017 établissant les critères d'attribution du label écologique de l'Union européenne aux produits de nettoyage pour surfaces dures. (J.O.U.E. du 12-07-2017).
- ❖ Règlement (CE) no 551/2009 de la Commission du 25 juin 2009 modifiant le règlement (CE) no 648/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux détergents afin d'en adapter les annexes V et VI (agents de surface bénéficiant d'une dérogation). (JOUE du 26-06-2009).
- ❖ Décision (UE) 2017/1218 de la Commission du 23 juin 2017 établissant les critères d'attribution du label écologique de l'Union européenne aux détergents textiles (J.O.U.E. du 12-07-2017).
- ❖ Décision (UE) 2017/1219 de la Commission du 23 juin 2017 établissant les critères d'attribution du label écologique de l'Union européenne aux détergents textiles à usage industriel ou destinés aux collectivités (J.O.U.E. du 12-07-2017).
- ❖ Règlement (UE) n° 259/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 modifiant le règlement (CE) n° 648/2004 en ce qui concerne l'utilisation des phosphates et autres composés du phosphore dans les détergents textiles destinés aux consommateurs et les détergents pour lave-vaisselle automatiques destinés aux consommateurs. (JOUE du 30-03-2012).
- ❖ Liste actualisée des autorités nationales compétentes telle que prévue par le règlement (CE) no 648/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux détergents. (JOUE (C) du 18-02-2009).
- ❖ Liste actualisée des laboratoires approuvés qui, en vertu de l'article 8, paragraphe 2, du règlement (CE) no 648/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux détergents, sont compétents pour effectuer les essais requis par le règlement. (JOUE (C) du 18-02-2009).

Article 7.1.4 Dispositions spécifiques aux désinfectants ou biocides

- ❖ Règlement UE n° 528/2012 du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides.
- ❖ Décret n° 2016-859 du 29 juin 2016 relatif aux procédures d'approbation, de mise à disposition sur le marché ainsi que de déclaration des produits et des substances actives biocide

- ❖ Conformément à l'arrêté du 3 décembre 2024, modifiant l'arrêté du 23 janvier 2023, les distributeurs seront titulaires d'un certificat certibiocide désinfectant afin d'acheter des produits biocides TP2, 3 et 4.

Article 7.1.5 Dispositions spécifiques aux nettoyeurs universels et nettoyeurs pour sanitaires

- ❖ Rectificatif à la décision 2011/383/UE de la Commission du 28 juin 2011 établissant les critères écologiques pour l'attribution du label écologique de l'Union européenne aux nettoyeurs universels et aux nettoyeurs pour sanitaires. (JOUE du 21-04-2012).

Article 7.1.6 Dispositions spécifiques aux aérosols

- ❖ Directive de la Commission modifiant la directive 75/324/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux générateurs aérosols afin d'adapter les dispositions en matière d'étiquetage modifiée (notamment par la directive 2016/2037/UE), harmonisant les exigences de sécurité, de pression interne et d'étiquetage des générateurs aérosols conformément au règlement CLP.

Article 7.1.7 Dispositions spécifiques à l'eau de javel

- ❖ Décret n° 2001-881 du 25 septembre 2001 portant application de l'article L. 214-1 du code de la consommation en ce qui concerne les préparations, les concentrés et les eaux de javel.

Le titulaire reste responsable de suivre les évolutions, notamment la mise en œuvre des révisions récentes (règlement détergents, bannissement des tests animaux, exigences numériques, réglementation « zéro déforestation ») et de s'y conformer dès leur publication sans attendre de modification contractuelle.

Article 8.2. Emballages et conditionnements

Les emballages, conditionnements et étiquetages des produits livrés dans le cadre du présent marché devront être strictement conformes à l'ensemble de la réglementation applicable, notamment :

- ❖ Aux dispositions du Code de l'environnement, relatives aux emballages ménagers, à la gestion des déchets et à l'information des consommateurs.
- ❖ Au règlement (CE) n° 1272/2008 (CLP) relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et mélanges chimiques.
- ❖ Au règlement (CE) n° 1907/2006 (REACH) concernant l'enregistrement, l'évaluation, l'autorisation et la restriction des substances chimiques.

- ❖ À toute autre réglementation française et européenne en vigueur applicable aux produits ménagers et lessiviels, notamment en matière de sécurité, santé et environnement.

Les emballages devront également répondre aux normes en vigueur concernant la résistance, l'étanchéité, la sécurité à la manipulation et la prévention des risques (notamment en cas de produits corrosifs ou inflammables).

Pour chaque produit référencé, le titulaire devra fournir, en français :

- ❖ Une notice d'utilisation précisant les modalités d'emploi, les dosages recommandés, les précautions d'usage et les consignes de sécurité.
- ❖ Les fiches techniques à jour, conformément à la réglementation REACH.

Ces documents seront transmis à la remise des produits, sous format numérique et resteront disponibles à la demande pendant toute la durée du marché. Ils doivent être compréhensibles par les agents utilisateurs, et adaptés à un usage professionnel non spécialisé.

Le titulaire est encouragé à proposer des solutions écoresponsables, telles que des formats concentrés, des systèmes de dosage réduisant le gaspillage, ou des contenants consignés ou rechargeables.

Article 8.3. Étiquetage

Les étiquetages seront conformes à la réglementation CLP "Classification, Labelling and Packaging". Tous les produits d'entretien et toutes les lessives devront porter une étiquette sur laquelle figure obligatoirement :

- ❖ La contenance ;
- ❖ Le rôle du produit ;
- ❖ Le mode d'emploi ;
- ❖ Les conseils d'utilisation ;
- ❖ La composition du produit actif ;
- ❖ Les pictogrammes ou symboles de sécurité ;
- ❖ Les risques encourus en cas de contact ;
- ❖ Les conseils de sécurité et conseils en cas d'accident ;
- ❖ Le nom, l'adresse et le contact de la marque.

Les biocides utilisés pour l'hygiène humaine seront étiquetés TP1.

Les biocides utilisés pour les surfaces en contact avec les denrées alimentaires seront étiquetés TP4.

Les EPI devront disposer des déclarations de conformité UE.

Article 8.4. Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et d'échantillons.

Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :

- Soit un article équivalent de même nature prévu au BPU et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;
- Soit un article équivalent, de marque différente et non prévu au BPU mais repris du catalogue, possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible pour le client.

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : centrale@cnous.fr

A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 12.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 8.5. Evolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux adhérents :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité des produits ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des produits.

Article 8.6. Fiches techniques et fiches de données sécurités

Dans le cadre de réponse de l'appel d'offre, le candidat devra joindre :



❖ Un dossier « FICHES_TECHNIQUES_BPU »

Lors de la remise des offres, les fiches techniques doivent impérativement avoir été établies depuis moins d'un an.

Elles seront classées dans l'ordre du BPU et nommées de la manière suivante :

« Numéro article (colonne A) _Identifiant BNA (colonne AE) _Référence fournisseur (colonne S)
_Désignation commerciale (colonne R) »

Exemple :

	01_NEPH000376_5U6595_DETERGENT VAISSELLE MAIN...
	02_NEPH018523_5963214_SEL ADOUCISSEUR...

À l'ouverture, chaque FT devra comporter au minimum :

· En entête :

- 1- Le nom du distributeur.
- 2- Le nom du fabricant.
- 3- Le numéro d'article du produit (colonne A) _ La référence fournisseur (colonne S).
- 4- La désignation commerciale et non la désignation du BPU (colonne R).
- 5- La date de mise à jour stabilotée.

· En contenu de manière lisible et stabilotée :

- 1- Les informations renseignées sur la désignation du BPU (détergent, liquide de rinçage...) (colonne D).
- 2- Les informations demandées en caractéristiques du BPU (colonne E).
- 3- Les informations demandées en labels et certifications du produit (texte ou pictogramme) indiquées sur le BPU (colonne W).
- 4- Les informations liées au conditionnement minimum de commande pour les CROUS indiquées sur le BPU (colonne Y).
- 5- Les informations liées à l'utilisation (surface, dilution, ...).

Toutes FT ne renseignant pas ces données verra sa notation dégradée.

❖ **Un dossier « FICHES_TECHNIQUES_CATALOGUE »**

Liste les mêmes attentes que celui des fiches techniques du BPU.

❖ **Un dossier « CONFORMITÉS_CONTACT_ALIMENTAIRE »**

Renseigne les certificats d'aptitude au contact alimentaire.

Pour les produits « destinés au contact alimentaire », les fiches techniques devront préciser le cadre réglementaire de référence.

❖ **Un dossier « CERTIFICATIONS_LABELS »**

Renseigne les justificatifs des certifications et labels ainsi que les normes applicables.

❖ **Un dossier « FICHES_SECURITE »**

Elles seront classées dans l'ordre du BPU et nommées de la manière suivante :

« Numéro article (colonne A) _Identifiant BNA (colonne AE) _Référence fournisseur (colonne S)
_Désignation commerciale (colonne R) _FDS »

Les FDS ou « e-FDS » seront conformes aux exigences de l'annexe II de la REACH et indiquer :

- Les 16 rubriques obligatoires ;
- Les coordonnées (mail notamment) du fabricant, distributeur ou exportateur ;
- Le numéro d'enregistrement ainsi que les utilisations couvertes pour les substances enregistrées dans REACH.

Article 8.7. Durabilité des produits

La durabilité restante à la livraison, est au minimum supérieur au 2/3 de la durée de vie totale du produit, sauf indication contraire au BPU.

Article 8.8. Modalités de désinstallation et de reprise des matériels à la fin d'exécution du marché

Au terme de l'accord cadre, ou en cas de résiliation anticipée, le titulaire s'engage à récupérer les matériels qui auront préalablement été déposés par le titulaire du prochain marché selon un calendrier défini en accord avec chacun des adhérents.

Article 9 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

Article 9.1. Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : centrale@cnous.fr au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnements mineurs.

Article 9.2. Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

Article 9.3. Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant : La consommation globale et détaillée par adhérent (BPU, catalogue), sous la forme du tableau Excel ou équivalent ci-dessous :

Adhérent	Site livré	Marché et lot	Produits BPU ou catalogue	Libellé ou produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des analyses bactériologiques sur les produits du présent accord-cadre.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : centrale@cnous.fr sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

Article 9.4. Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : centrale@cnous.fr

Article 9.5. Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent accord-cadre concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution desdites clauses.

Article 10 Prix de l'accord-cadre

Article 10.1. Référence et consistance des prix

Les prix sont déterminés par les prix unitaires tels qu'ils figurent dans les B.P.U.

Toute demande ne figurant pas sur les BPU fera l'objet d'un devis avec accord pour validation de la Centrale d'achats.

Le nombre de références dans le BPU peut être modifié à la marge, dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des adhérents ou à une évolution des pratiques.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement (RP), au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Par ailleurs, les frais de manutention, de préparation, de stockage, de transport et de fourniture qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Article 10.2. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 10.3. Forme des prix

En application de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, les prix du BPU sont révisibles annuellement, à date d'anniversaire du marché et devront être remis à la centrale 1 mois avant leur date d'application.

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable.

La formule de révision des prix est soumise à un coefficient de stabilisation, appelé CS et égal à 0.30 (stockage et pertes 12% + valeur ajoutée 14% + emballage 4%).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$PR = PO \times [CS + (0.7 \times CV)]$$

Dans cette formule :

PR est le prix HT au jour de la révision,

- PO correspond au prix HT initial de l'offre du candidat,
- CS est le coefficient de stabilisation de 0.30 (30%),
- CV est le coefficient de variation qui résulte du rapport suivant : IR/I0 ou CR/C0 avec IR ou CR dernier indice ou cotation connus au moment de la révision et indice I0 ou la cotation C0 correspondant à la valeur de l'indice ou de la cotation connue au moment de la remise des offres.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de P0, I0, C0 par celles de la dernière révision en date.

Les indices sont présents sur le BPU pour chaque ligne produit.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Les prix catalogue devront être renseignés remise inclus.

La révision du catalogue sera annuelle à date anniversaire et à faire parvenir à la Centrale sous format Excel un mois avant leur date d'application. Les prix catalogue s'entendent donc fermes pour une année.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG FCS, tous les prix du présent accord-cadre sont révisables en cas de rupture d'approvisionnement d'une matière rentrant dans la composition du produit ou pour toute imprévision.

Les produits concernés peuvent être substitués à d'autres articles, en priorité du B.P.U., dont le prix est négocié avec la Centrale d'achats.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier la rupture d'approvisionnement, la volatilité des cours ou l'impossibilité de maintenir aux conditions tarifaires la fourniture de produits.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée. En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties au présent accord-cadre conviendront d'une autre cotation ou d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Si les révisions annuelles ne sont pas faites pour causes de retard ou de stabilité du marché, il conviendra pour la prochaine révision de prendre les derniers indices connus au moment de la révision annuelle, qu'elle soit faite ou non.

La demande de révision émane du titulaire de l'accord-cadre. Elle doit parvenir au pouvoir adjudicateur par courriel à centrale@cnous.fr un mois avant la date anniversaire du marché. La demande de révision est accompagnée du justificatif de demande de révision de prix et faisant apparaître les prix initiaux et les prix révisés demandés.

En l'absence de révision de prix effectuée par le titulaire dans les délais requis, les prix initiaux ou éventuellement déjà révisés de l'accord-cadre (derniers prix en vigueur) sont maintenus jusqu'à la prochaine date anniversaire de notification du marché (prochaine révision). Aucun recours ne sera possible.

Article 10.4. Clause de remise sur les prix publics

Un seuil de commande et un taux de remise sur les prix publics sont précisés ci-après.

Le seuil de commande annuel s'apprécie au regard du chiffre d'affaires global de l'ensemble des adhérents, part catalogue comprise.

Seuil de commande annuel en € HT	Taux de remise
De 0 € à 199 999 €	0 %
De 200 000 € à 649 999 €	3 %
De 650 000 € à 1 249 999 €	3,5 %
A partir de 1 250 000 €	4 %

La remise sur les prix publics s'applique à tous les adhérents, indépendamment du chiffre d'affaires généré par chacun.

La remise sur les prix publics fait l'objet d'un bon de remise globalisé transmis à la Centrale d'achats à chaque date anniversaire. Cette dernière centralise la collecte des remises pour le compte de l'ensemble de ses adhérents.

Pour le calcul de la dernière remise sur les prix publics du marché, les seuils sont proratisés au regard de la durée de la dernière période couverte.

La remise sur les prix publics est assujettie à la T.V.A.

Article 10.5. Promotions et nouveaux produits

Si au cours de la période d'exécution du marché, des articles appartenant au marché faisaient l'objet d'une vente promotionnelle, à des prix inférieurs au marché, le fournisseur s'engage à en faire bénéficier à la Centrale d'achats ainsi que ses adhérents sans que cela ne donne lieu à une facturation spéciale.

L'offre promotionnelle peut entraîner pour lesdits produits des changements ponctuels de références. Ces dernières sont alors de facto intégrées au marché.

Lorsque le titulaire établit un catalogue « Promotions », il le transmet à la Centrale d'achats.

Les commandes qui en découleront seront automatiquement intégrées au niveau de la facturation dans les produits non listés dits « produits catalogue ».

Article 10.6. La particularité de la théorie des circonstances imprévues

Conformément aux dispositions des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que la révision des prix pourra être envisagée en cas de circonstances imprévues affectant l'exécution du présent marché. L'imprévision pourra être invoquée lorsque l'exécution du contrat devient plus difficile ou onéreuse en raison d'événements exceptionnels et imprévisibles qui n'étaient pas prévus au moment de la conclusion du marché. Ces circonstances imprévues doivent être objectives, c'est-à-dire totalement indépendantes de la volonté des parties et ne pouvant être anticipées par une diligence raisonnable.

En particulier, la révision des prix pourra intervenir en cas de variation significative et imprévisible des coûts des matières premières, des énergies ou en cas de changements législatifs ou réglementaires non anticipés. Ces événements doivent entraîner un bouleversement substantiel de l'équilibre financier du marché, qu'il s'agisse d'une hausse ou d'une baisse des prix. L'article 24 du CCAG-FCS précise que lorsque l'exécution du marché devient plus coûteuse en raison de telles circonstances imprévues, une révision des prix peut être envisagée.

Il est entendu que toute demande de révision des prix ou modification des conditions d'exécution en raison de l'imprévision devra être formalisée par écrit et accompagnée des justifications nécessaires, telles que la présentation de factures d'achats ou de tout document justifiant de l'imprévision invoquée. Cette demande devra être formulée sans délai, après que l'événement imprévu soit survenu et ait eu un impact direct sur l'exécution du marché.

L'imprévision ne pourra être invoquée que si l'événement en question ne pouvait en aucun cas être prévu lors de la signature du marché. En outre, toute demande de révision ou de modification doit être proportionnée à l'impact réel de l'événement imprévu sur l'exécution du contrat. Le titulaire du marché devra apporter la preuve que l'imprévision est avérée et que les conditions d'exécution du marché sont

désormais modifiées de manière substantielle. Si l'imprévision n'est pas avérée ou si l'événement invoqué ne répond pas aux critères ci-dessus, la demande de révision des prix ou de modification des conditions d'exécution sera rejetée.

En cas d'accord sur la révision, un avenant formalisera la révision des prix ou toute autre adaptation nécessaire aux nouvelles conditions d'exécution du marché, afin de garantir l'équilibre financier et contractuel du marché initial.

Article 10.7. Clause de sauvegarde

Au cas où interviendraient des hausses de prix supérieures à 5% du prix initial et à 2% de la clause butoir, sauf cas exceptionnels de type imprévision, la Centrale se réserve le droit de :

- ❖ Réduire les prestations initialement prévues, et poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à la condition que le titulaire justifie, une telle hausse, par tout moyen ;
- ❖ Résilier purement et simplement le marché, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité.

La Centrale d'achats dispose d'un délai 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. Notification de la décision est faite au titulaire dans le délai précité.

Article 10.8. Clause butoir

La majoration du prix par l'effet de la révision ne peut pas être supérieure à 2% du prix de l'année précédente pour chaque article défini par sa référence article détaillée entrant dans le périmètre de l'accord cadre.

La Centrale d'achats dispose d'un délai de 60 jours calendaires maximum à compter de la réception des nouveaux tarifs, pour les accepter ou les refuser. La décision d'acceptation ou de refus est notifiée au titulaire.

Article 10.9. Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité du marché auquel ils se rattachent.

Les loyers à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les loyers sont mensuels. Les livraisons peuvent toutefois intervenir au-delà de la date de fin de marché dans le respect des conditions fixées à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro du lot ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;

- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C avec le détail des taxes ou droits réglementaires si concerné ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture. Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

Le titulaire est informé qu'il ne doit pas regrouper dans une même facture la facturation d'articles figurant au BPU et d'articles commandées au titre de la part catalogue du marché.

En cas de demande d'un adhérent, le titulaire doit être en mesure de proposer une facturation mensuelle. Une facturation à la décade peut aussi être demandée par l'adhérent.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Article 11 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures au nom du titulaire précisé à l'acte d'engagement.

Article 11.1. Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date d'émission du bon de commande ;
- ❖ Le lieu de livraison ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 11.2. Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 11.3. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 11.4. Défaut de paiement

Conformément aux dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière, notamment son titre IV.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Article 11.5. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 11.6. Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 11.7. Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 12 Les pénalités, ajournement et rejet

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable. Toutefois, le délai à partir duquel sera décompté les jours de retard devra être justifié par le service bénéficiaire par tout moyen de preuve (fait générateur) et notamment un message informant le titulaire de la situation.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

Article 13 Principes et motifs de résiliation

Article 13.1. Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 13.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 13.3. Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général à tout moment par décision de résiliation.

Article 14 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 15 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'Article 6.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'article 11 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS